



N° 5/2006

Directeur de la publication :
Serge CONTOUR

Rédacteur en chef :
Patricia ANNEVILLE

Auteur de la publication :
Julien VUCHER-VISIN

Maquettage : Yrida DOMINGO

Flashage : SCOOP

Impression : STPmultypress

Vente et abonnements : 47 34 42

Prix du numéro :

En Polynésie française : 700 F.CFP

Hors Polynésie française : 1 300 F.CFP

Abonnement :

En Polynésie française : 7 000 F.CFP

Hors Polynésie française : 14 200 F.CFP

Dépôt légal : Juillet 2006

ISSN 0293 - 2547

©ISPF 2006

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti

Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52

E-mail : ispf@ispf.pf / Site web : www.ispf.pf



INSTITUT
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE
FRANÇAISE

Au premier trimestre de l'année 2006, l'économie mondiale reste allante, résistant bien à la hausse des prix du pétrole.

En Polynésie française, sur cette période, les importations et exportations atteignent des sommets ; les créations d'entreprises sont en hausse et surpassent les radiations ; l'indice des prix augmente très légèrement ; les demandes d'emploi progressent de 1,3 % sur une année.

Sur les quatre premiers mois de l'année, les résultats du tourisme sont orientés à la hausse.

Au quatrième trimestre 2005, le chiffre d'affaires du commerce a progressé de 4,5 % par rapport à la même période de 2004.

Environnement international

Le début de l'année 2006 semble se caler sur la conjoncture observée en 2005 où l'économie mondiale a plutôt bien résisté à la hausse des prix du pétrole avec un produit intérieur brut global en hausse de 3,2 % (contre 3,8 % en 2004).

Aux États-Unis, malgré un prix du baril toujours élevé, la croissance du produit intérieur brut (PIB) est de 3,7 % en glissement annuel au premier trimestre 2006. Elle était de 3,2 % au quatrième trimestre 2005. Les dépenses des ménages en biens durables et les dépenses publiques sont les principaux éléments de cette bonne performance. Du côté des entreprises, les profits du premier trimestre sont en hausse de 28,6 % par rapport à la même période de l'année précédente.

L'inflation est ressortie à 2 % pour le premier trimestre, niveau correspondant exactement à la limite haute que s'est fixée la banque centrale américaine (FED) avant le relèvement des taux directeurs. Les perspectives de l'économie US pour la suite de l'année 2006 restent bien orientées après ce premier trimestre mais les scénarios de risques demeurent, comme celui d'une hausse se poursuivant sur les prix de l'énergie, cumulée à l'aggravation des déficits extérieurs.

Avec un taux de croissance, en glissement annuel, de 1,9 % sur le premier trimestre 2006 (après 1,7 % au dernier trimestre 2005), la zone euro est en train de croître à un des rythmes les plus vigoureux depuis le début de la décennie. L'accélération de la croissance est à mettre au crédit de la consommation finale des ménages et des exportations. Elle permet de faire face, au moins à court terme, aux effets négatifs des prix élevés du pétrole, des récentes perturbations boursières et de l'appréciation de l'euro.

Sur un an, par rapport à juin 2005, l'inflation a progressé de 2,5 %, ce qui devrait donner lieu à une nouvelle hausse des taux directeurs au mois d'août, taux actuellement fixés à 2,75 %.

Pour le premier semestre 2006, l'activité devrait rester robuste, en particulier dans le secteur manufacturier orienté vers l'exportation.

La croissance japonaise a enregistré un léger coup de frein passant de 4,0 % à 3,1 % en rythme annualisé entre le quatrième trimestre 2005 et le premier de 2006. Cette zone reste néanmoins une des plus performantes et avec de bonnes perspectives : la consommation des ménages confirme son rebond et les entreprises accélèrent leurs investissements. Si cette tendance se poursuit, la remise en cause de la politique monétaire à taux zéro est de plus en plus probable dans un contexte mondial inflationniste du fait de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières.

La Chine, toujours en tête de la croissance mondiale, a enregistré une progression de 10,3 % de son produit intérieur brut (PIB) sur le premier trimestre de cette année et le PIB chinois devrait, encore en 2006, connaître une croissance à deux chiffres. L'investissement des entreprises, très vigoureux, devrait continuer à soutenir cette forte croissance tout en accentuant les tensions sur les prix internationaux des matières premières et cela, malgré la première hausse du taux d'intérêt directeur décidée par les autorités monétaires chinoises en avril 2006, cette hausse est la première observée depuis plus d'un an.

Commerce extérieur

Importations et exportations

	Mars			Cumul depuis janvier		
	2006	2005	Variation	2006	2005	Variation
<i>Unité :</i>	<i>millions de F.CFP</i>			<i>millions de F.CFP</i>		
			<i>%</i>			<i>%</i>
Importations civiles (valeur CAF)	14 096,6	11 325,5	+24,5	36 946,3	32 459,0	+13,8
dont :						
Biens intermédiaires	3 370,7	2 715,7	+24,1	8 872,9	7 645,0	+16,1
Biens d'équipement	2 857,7	2 372,2	+20,5	6 962,7	6 500,1	+7,1
Produits des industries agro-alimentaires	2 452,4	2 241,4	+9,4	6 551,5	6 042,4	+8,4
Biens de consommation	2 095,2	1 704,7	+22,9	5 724,9	5 069,9	+12,9
Produits énergétiques	1 875,5	926,6	+102,4	4 637,4	2 994,7	+54,9
Exportations locales (valeur FAB)	1 945,4	1 078,4	+80,4	3 892,5	2 953,7	+31,8
dont :						
Produits perliers (a)	1 596,8	801,2	+99,3	3 054,5	2 185,3	+39,8
<i>dont : Perles de culture brutes</i>	<i>1 369,7</i>	<i>717,1</i>	<i>+91,0</i>	<i>2 665,0</i>	<i>2 018,5</i>	<i>+32,0</i>
Nono	151,0	62,1	+143,2	224,6	242,7	-7,4
Poisson	21,2	8,7	+143,0	64,3	49,1	+31,1
Vanille	12,2	5,0	+145,7	33,8	23,1	+46,4
Monoï	18,4	19,6	-6,4	73,9	48,0	+53,9
Huile de coprah	0,0	26,5	-	20,4	57,0	-64,2

(a) : comprend les perles de culture brutes, les keshis, les demi-perles de culture brutes ou travaillées ou mabe, les autres perles de culture brutes ou travaillées et les ouvrages en perles fines ou de culture

Sources : Service des Douanes - ISPF (mise à jour 11 avril 2006)

Les importations civiles totalisent 14 milliards de F.CFP, un montant jamais atteint pour un mois de mars sur les dix dernières années.

Si les principaux biens importés progressent sur un an, ce sont les dépenses pour les produits énergétiques qui augmentent la facture globale. Pour le premier trimestre les volumes d'hydrocarbures entrants sont importants, 12 % de plus par rapport à 2005. La hausse des prix unitaires à l'importation, observée depuis près de six mois, s'est stabilisée autour de 50 F.CFP le litre hors taxe, soit une progression de 39 % par rapport au premier trimestre 2005.

Le premier poste en matière d'importation concerne les biens intermédiaires qui atteignent en valeur CAF un des montants les plus élevés depuis 1995, tous mois confondus. Les appareillages électriques et les matières plastiques représentent les plus grosses commandes avec des montants de l'ordre de 400 millions en progression de près de 30 % qui doivent être liés à des commandes du secteur du BTP.

Les importations de biens d'équipement affichent au premier trimestre eux aussi une variation positive (+20,5 %). Le matériel informatique (16 % du montant) arrive en tête de ces achats et progresse de 31 % en valeur CAF.

Les biens de consommation et les produits des IAA sont orientés à la hausse en ce début d'année. Pour ces deux postes, au mois de mars, les valeurs CAF sont également les plus fortes depuis dix ans. Les produits pharmaceutiques continuent leur progression ininterrompue depuis le deuxième trimestre 2005 pour atteindre le montant de 610 millions (+35 %). Concernant les IAA, le premier poste en valeur, les viandes, connaissent une baisse de 16 % pour un total de 540 millions d'importation en mars 2006 alors que celui des boissons (alcoolisées ou non) progresse de 41 % en valeur. Cette progression peut s'expliquer par une reconstitution des stocks anticipant la mise en place de la taxe sur les boissons alcoolisées au mois d'avril. Seul poste à ne pas refléter cette tendance générale, les produits de l'industrie automobile affichent un cumul depuis le début d'année en légère baisse de -0,8 % par rapport à 2005.

Les exportations locales, cumulées de janvier à mars 2006, affichent des valeurs plus élevées que les premiers trimestres des quatre années précédentes. Il faut remonter aux meilleures années d'exportation de 2000 et 2001 pour trouver des chiffres supérieurs.

Les bonnes ventes de produits perliers en mars 2006 ont dopé ce résultat : leur valeur FAB a doublé par rapport à 2005 et leur volume a augmenté de 60 %. En conséquence, le prix moyen des perles brutes (toutes qualités confondues) a franchi les 1 500 F.CFP par gramme et dépasse ainsi le prix moyen annuel des cinq dernières années. Ces bons résultats s'expliquent pour partie par la tenue d'une vente aux enchères qui proposait les perles invendues à Shanghai en février.

Avec 600 tonnes d'exportation de nono pour 151 millions de recettes, le mois de mars 2006 est celui qui enregistre le meilleur résultat de tous les premiers trimestres depuis le début de la commercialisation du fruit de nono à l'étranger en 1998. Malgré ce succès, le retard accumulé par l'interruption momentanée des échanges en janvier entretient un déficit par rapport à 2005 (-18 % en volume).

Dans le secteur de la pêche, 94 tonnes de poissons ont été exportées depuis le début d'année augmentant ainsi les quantités de 30 % par rapport à celles de 2004 et 2005. Les prix suivent la même tendance.

Les exportations de vanille du premier trimestre 2006 sont plus soutenues qu'en 2004 et 2005. Cette filière a exporté 2 tonnes pour 34 millions de valeur FAB, ce qui n'est pas très éloigné des montants de la bonne année 2003. Les livraisons de monoï vers la France ont baissé en mars mais la tendance observée en ce début d'année place ce produit en très bonne position dans le palmarès des exportations locales.

Tourisme

Fréquentation touristique internationale

Unité :	Avril			Cumul depuis janvier		
	2006	2005	Variation	2006	2005	Variation
	Nombre	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
Nombre de touristes	18 061	15 329	+17,8	63 207	62 189	+1,6
dont touristes séjournant :						
En hébergement payant	15 473	12 811	+20,8	54 226	52 180	+3,9
Chez des particuliers	2 588	2 518	+2,8	8 981	10 009	-10,3
Durée moyenne de séjour (jours)	12,4	12,1	+2,5	12,5	12,9	-3,7
dont :						
En hébergement payant	10,6	10,1	+5,4	10,1	10,3	-1,8
Chez des particuliers	22,7	22,0	+3,0	26,7	26,8	-0,3

Touristes internationaux par domicile permanent

Unité :	Avril			Cumul depuis janvier		
	2006	2005	Variation	2006	2005	Variation
	Nombre	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
États-Unis	6 547	4 882	+34,1	22 250	19 511	+14,0
France	3 734	3 901	-4,3	12 096	14 933	-19,0
Europe (hors France)	2 544	2 337	+8,9	9 423	9 413	+0,1
Japon	1 528	1 850	-17,4	6 609	7 949	-16,9
Nouvelle-Zélande	747	446	+67,5	1 935	1 622	+19,3
Australie	1 076	578	+86,2	3 382	2 199	+53,8
Autres pays	1 885	1 335	+41,2	7 512	6 562	+14,5

Source : Service du Tourisme

Pour le mois d'avril 2006, les résultats du tourisme polynésien sont orientés à la hausse par rapport à avril 2005. Les statistiques du service du tourisme font apparaître une forte hausse de la fréquentation touristique de 18 %, soit 2 732 touristes de plus. Ceci est principalement le fait des touristes en hébergement payant (+2 662 voyageurs).

Le marché américain confirme la progression entamée depuis deux mois avec des résultats en hausse de 34 % (+1 665 touristes) par rapport à la même période de 2004. Sur le premier quadrimestre, ils sont 14 % de plus à avoir visité le fenua. Cette forte hausse, qui s'accompagne de la croissance des touristes croisiéristes (+29 %, soit +785 passagers) peut en partie s'expliquer par l'absence en avril 2005 du « Tahitian Princess ».

Du côté de nos voisins du Pacifique, le développement des liaisons vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande a permis de séduire une clientèle qui délaissait depuis une dizaine d'années le territoire. Ce sont ainsi plus de 1 000 Australiens (meilleur résultat depuis 10 ans) et près de 750 Néo-Zélandais qui sont venus se détendre au bord de nos lagons.

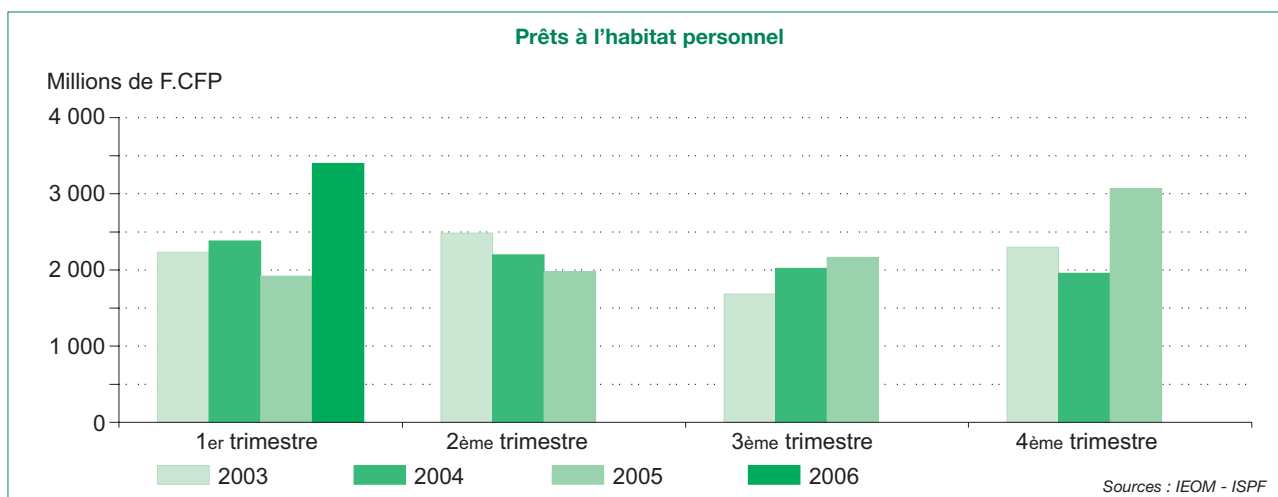
Pour les autres marchés, les résultats sont plus mitigés, avec des résultats stables pour les Européens et une diminution du nombre de Japonais (-17 %). Le marché européen cumule des évolutions différenciées avec la poursuite du développement de la clientèle italienne (+30 %, soit 110 touristes supplémentaires), la stabilité des autres marchés européens (hors France) et le recul (-4 %) pour le quatrième mois consécutif du marché français. Ce recul du marché historique pour la Polynésie semble s'atténuer par rapport au premier trimestre qui affichait des baisses de 20 % et trouve son explication dans la mise en place tardive des passeports biométriques. La baisse du marché japonais entamée depuis janvier se confirme avec une baisse de plus de 300 visiteurs par rapport au mois d'avril 2005.

Du côté de l'aéroport, le trafic s'est accru proportionnellement à la hausse de la fréquentation touristique. Les sièges offerts au départ de Tahiti-Faa'a ont progressé de 23 % par rapport à avril 2005. Sur les 47 184 places offertes, 29 510 passagers y compris ceux en transit sont enregistrés. Les avions sont remplis à hauteur de 62,5 % contre un taux de 62,4 % un an plus tôt. Depuis le début de l'année, le nombre de passagers¹ ayant emprunté les lignes régulières reste en hausse (+7 %) pour 180 515 sièges offerts (+14 %), soit un coefficient moyen de remplissage de 64,1 % contre 68,4 % sur la même période en 2005.

Les coefficients moyens de remplissage des grands hôtels adhérant au CPH (Conseil des Professionnels de l'Hôtellerie) sont en hausse en avril 2006 (65 % contre 53,5 % en avril 2005). Cette hausse des taux de remplissage est particulièrement significative sur Bora-Bora où le taux d'occupation des chambres est en progression de 14 points pour atteindre les 64 % mais elle touche également les hôtels de Moorea (+11 points à 62 %). La progression est moins significative sur Tahiti dont un des hôtels était resté fermé en 2005, ce qui fait mécaniquement baisser le coefficient de remplissage.

¹ Les statistiques de l'aviation civile permettent de connaître le nombre de passagers qui fréquentent l'aéroport international de Tahiti-Faa'a. Au regard d'une escale, le terme « passager » désigne toute personne qui embarque ou qui débarque. Aussi, pour éviter toute confusion dans les chiffres, précisons que notre étude ne concerne que les passagers qui embarquent à Tahiti-Faa'a.

Bâtiment - Travaux Publics



Au premier trimestre 2006, les importations de ciment atteignent les 33 367 tonnes soit, après deux années de baisse, une progression de 17 % par rapport à la même période en 2005 et un niveau équivalent à celui du dernier trimestre 2005. En valeur, cela représente une dépense de 350 millions de F.CFP sur les trois premiers mois de l'année.

Le nombre de permis de construire délivrés en décembre 2005 a été particulièrement élevé : 130 pour 350 logements neufs prévus. Concernant les certificats de conformité, le nombre de délivrances (54) est identique à celui de décembre 2004.

En revanche, en cumul annuel sur 2005, les permis de construire accusent une baisse globale de 24 %, avec 998 exemplaires délivrés et les certificats de conformité au nombre de 646, de 23 %. Il en est de même pour les logements neufs prévus qui diminuent de 15 % à 1 816 unités.

Le montant des prêts à l'habitat personnel octroyés par les banques locales a fortement progressé en 2005 avec un total de 9,13 milliards de F.CFP (738 dossiers) contre 8,56 milliards de F.CFP (661 dossiers) en 2004, soit une variation annuelle de 6,7 %. Au premier trimestre 2006, ce mouvement ascendant se poursuit et atteint un record avec 3,4 milliards de F.CFP soit 1,5 milliard de mieux (+77 %) en glissement annuel. Ainsi, ce sont 235 prêts qui ont été traités sur les trois premiers mois de l'année, soit un montant moyen par dossier de 14,5 millions de F.CFP contre 12,7 millions de F.CFP au premier trimestre 2005. Le prêt à l'habitat bonifié (PHB) mis en place depuis le mois de septembre 2005 a largement impulsé cette évolution.

Le dispositif du prêt à l'amélioration de l'habitat bonifié (PAB) mis en œuvre en fin d'année 2004 avait produit une réaction identique sur les demandes de prêts pour aménagements et réparations des particuliers. Pour l'ensemble de l'année 2005, le montant des prêts octroyés a atteint le niveau exceptionnel de 6,9 milliards de F.CFP pour 1 728 logements. Le premier trimestre 2006 enregistre un retour à la normale avec une baisse de 57 % tant en nombre de prêts (177 contre 414 en 2005) qu'en valeur (772 millions contre 1,8 milliard).

Le nombre de prêts pour immeubles commerciaux (9) est aussi en diminution de 47 % mais l'emprunt moyen constitue une somme record de 96 millions de F.CFP soit 4 fois plus qu'au premier trimestre 2005. Les chiffres des prêts pour immeubles de rapport indiquent une baisse générale (-80 % en nombre et -92 % en valeur).

Tous prêts confondus, le total des encours de crédits accordés depuis le début de l'année s'établit à 5 milliards de F.CFP.

Contrairement à la demande privée des particuliers, la demande publique est en diminution. Les dépenses publiques d'équipement liquidées évoluent à la baisse sur les trois premiers mois de l'année 2006 comparés à la même période de 2005. Seule exception à la règle, l'investissement dans le segment des « infrastructures routières et aéroportuaires » est en augmentation de 25 % avec 546 millions de F.CFP. À l'opposé, les investissements en « constructions scolaires » atteignent les 77 millions de F.CFP contre 171 millions en 2005, soit la plus importante des baisses (-55 %). Les dépenses en « infrastructures portuaires » diminuent de 45% et les « autres constructions » de 21 % soit respectivement des liquidations à hauteur de 415 millions et 155 millions de F.CFP en cumul au 31 mars 2006.

Entreprises

Créations et radiations (champ ICS*)

Unité :	Entreprises actives au 31/03/2006*	Mars 2006		Taux moyen mensuel depuis janvier 2006	
		Créations	Radiations	Créations	Radiations
	nombre	nombre	nombre	%	%
Industries extractives	30	1	0	0,0	0,0
Industries manufacturières	2 836	30	36	1,0	1,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	19	0	0	5,6	0,0
Construction	3 034	28	30	1,3	1,2
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques	4 915	54	52	0,8	0,7
Hôtels et restaurants	1 549	9	13	0,6	0,7
Transports et communications	948	5	1	0,6	0,4
Activités financières	136	5	2	0,8	1,2
Immobilier, locations et services aux entreprises	2 426	33	31	1,2	1,0
Éducation	455	10	2	1,0	1,2
Santé et action sociale	937	6	5	1,2	0,7
Services collectifs, sociaux et personnels	1 784	26	24	1,1	1,0
TOTAL champ ICS	19 069	207	196	1,1	1,0

* : entreprises comprenant au moins une personne.

Source : ISPF - RTE

* : Note explicative sur le champ ICS

Le champ ICS (Industrie-Construction-Commerce-Services) comprend l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services. L'agriculture en est exclue (y compris la pêche et l'aquaculture). Le secteur marchand exclut donc l'administration, les associations et aussi les sociétés civiles.

En mars, les créations d'entreprises sont en hausse et surpassent les radiations : 207 créations contre 196 radiations. Sept secteurs sont bénéficiaires ce mois à l'exception de l'industrie manufacturière, de la construction et des hôtels et restaurants. Les réactivations d'entreprises (entreprises reprenant une activité après avoir été radiées) augmentent le solde des créations de 59 unités.

Les créations dans l'industrie manufacturière augmentent sensiblement ce mois (30 unités) mais restent inférieures aux radiations (36 unités) ; seule l'industrie alimentaire dynamise le secteur avec à son actif la moitié des inscriptions nouvelles. Parallèlement c'est aussi l'industrie alimentaire qui comptabilise le plus grand nombre de cessations avec 21 unités sur les 36 enregistrées dont 13 pour l'activité des plats préparés et 7 pour la pâtisserie.

Le solde est négatif ce mois pour le secteur de la construction avec 28 créations pour 30 radiations. Les petits travaux de finition enregistrant 10 inscriptions pour 13 radiations et la construction comptant 6 inscriptions pour 11 fermetures ; les travaux d'installation électrique perdant 4 unités.

Le commerce affiche son meilleur score de créations depuis mars 2004 avec 54 ouvertures mais connaît aussi une forte hausse des radiations avec 52 unités. L'activité de démarchage perd 6 unités de même que le petit commerce ambulancier et 5 unités pour le commerce de détail alimentaire spécialisé alors que le commerce de gros gagne 7 unités, le commerce de détail d'habillement (3) et la réparation automobile (2).

L'immobilier, locations et services aux entreprises connaît une forte activité et enregistre presque autant de création (33) que de radiation (31). L'activité de conseil pour les affaires et la gestion totalise 9 ouvertures pour 6 fermetures, les activités juridiques 4 ouvertures pour 3 fermetures, l'entretien et réparation du matériel informatique gagne 3 unités alors que les activités de nettoyage en perdent 4 et les travaux de secrétariat et la location de biens personnels 3 chacun.

Le secteur des activités financières enregistre 5 créations dues aux auxiliaires d'assurances.

Quant aux services collectifs, sociaux et personnels, les créations et radiations augmentent dans les mêmes proportions de 3 unités par rapport à février : 26 ouvertures pour 24 fermetures. Le solde est positif pour les activités sportives et les activités artistiques qui gagnent respectivement 6 et 3 unités alors qu'il est négatif pour les autres services personnels et les soins de beauté avec respectivement la perte de 7 et 3 unités.

Consommation des ménages

Chiffres d'affaires des commerces de détail*

Unité :	Quatrième trimestre			Cumulé depuis le début de l'année		
	2005	2004	Variation	2005	2004	Variation
	millions de F.CFP			millions de F.CFP		
			%			%
Commerce et réparation automobile	9 421,9	9 007,9	+4,6	37 138,0	35 876,7	+3,5
Commerce de détail en magasin non spécialisé	18 589,0	18 322,8	+1,5	68 166,4	65 358,1	+4,3
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	179,7	177,2	+1,4	646,1	716,5	-9,8
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	2 388,3	2 166,2	+10,3	9 099,2	8 034,1	+13,3
Autre commerce de détail en magasin spécialisé	11 172,0	10 238,2	+9,1	37 458,1	36 353,0	+3,0
Comm. de détail de biens d'occasion en magasin et de détail hors magasin	531,4	525,1	+1,2	1 955,9	1 944,2	+0,6
Réparation d'articles personnels et domestiques	98,9	116,2	-14,9	409,6	467,1	-12,3
Ensemble	42 381,1	40 553,5	+4,5	154 873,2	148 749,9	+4,1

* : chiffre d'affaires limité aux opérations imposables
- données provisoires mises à jour en janvier 2006

Sources : Service des Contributions Directes - ISPF (déclarations de TVA)

Au quatrième trimestre 2005, la consommation des ménages a généré une hausse de 4,5 % du chiffre d'affaires des commerces comparé au même trimestre en 2004.

En 2005, le chiffre d'affaires des commerçants a progressé de 4,1 % pour atteindre le montant de 154,9 milliards. En prenant en compte l'inflation de 2,3 % constatée en 2005, la croissance du secteur est de 1,8 %.

L'activité des autres commerces de détail en magasin spécialisé (bricolage, habillement, électro ménager...) est celle qui contribue le plus à la croissance globale avec une augmentation de son chiffre d'affaires de 934 millions, liée pour partie aux dépenses de Noël.

Le commerce en magasin non spécialisé (43,8 % du chiffre d'affaires des commerces de détail), voit son chiffre d'affaires progresser de 1,5 %. Ce résultat très moyen s'explique par la stagnation de l'activité des grandes surfaces qui n'ont pas bénéficié du rebond des achats des ménages. À l'opposé, la branche commerce d'alimentation générale, particulièrement dynamique, réalise un chiffre d'affaires dépassant les 3,7 milliards en augmentation de 9 % au quatrième trimestre.

Les immatriculations de véhicules à quatre roues ont progressé de 19,5 % au quatrième trimestre avec 2 153 immatriculations contre 1 801 en 2004. Cette progression se retrouve dans les dépenses des ménages dans le secteur commerce et réparation automobile dont les recettes augmentent de 4,6 % pour la même période.

Les dépenses en produits pharmaceutiques et parfumerie ont augmenté de 10,3 % au quatrième trimestre 2005. Cette hausse est le fait des produits pharmaceutiques (+11 %), la parfumerie – produits de beauté maintient son chiffre par rapport à 2004 (+0,4 %) et les articles médicaux et orthopédiques sont en progression (+12 %). L'augmentation du chiffre d'affaires sur les produits pharmaceutiques est à rapprocher de celle constatée dans les importations (+24 % en valeur).

Indice des prix

Indice des prix à la consommation

Unité :	Mars		Sur 1 mois	Variation Depuis le 1er janvier	Glissement sur 12 mois
	2006	2005			
	valeur	valeur	%	%	%
Indice général	103,2	100,6	+0,1	-0,1	+2,6
Alimentation	107,8	104,0	-0,2	+0,3	+3,6
Produits manufacturés	99,3	97,5	+0,6	+0,3	+1,9
Services	104,3	101,6	-0,2	-0,6	+2,7

Source : ISPF - Indice des prix (Base 100 août 2003)

La légère augmentation de l'indice des prix à la consommation de ce mois de mars 2006 (+0,1 %) est essentiellement due à la hausse des prix des produits manufacturés (+0,6 %). Celle-ci est néanmoins atténuée par la baisse des prix des produits alimentaires et celle des tarifs des services (-0,2 % pour les deux grands groupes).

Dans l'alimentaire, l'évolution à la baisse résulte principalement de celle des prix des produits carnés : -0,6 % pour les viandes de boucherie et les viandes de porc et charcuterie, -0,3 % pour les produits de la pêche et -0,1 % pour les volailles. La diminution observée sur les prix « des laits et fromages » (-1,6 %) y contribue aussi. L'augmentation des prix des sucres et produits à base de sucre (+2,0 %) et celle des beurres et corps gras (+0,8 %) limitent ce mouvement à la baisse, observé pour la première fois depuis 10 mois.

La hausse des prix des produits manufacturés provient en grande partie de celles des tabacs (+4,0 %). La revalorisation du prix des carburants a provoqué un accroissement de 0,8 % des prix des combustibles et de l'énergie. Les prix des véhicules tout comme ceux des articles de toilette et de soin augmentent de 1 %. Les baisses de 1,2 % des prix du mobilier ou encore celle de 0,2 % pour les prix des vêtements de dessus pour femmes et jeunes filles sont quasiment sans effet sur la tendance générale de ce grand groupe de produits.

La baisse des tarifs des services est étroitement liée à celle des tarifs des postes et télécommunications (-2,3 %). Malgré les augmentations des tarifs des transports publics (+0,8 %), des loyers (+0,3 %) et des tarifs des hôtels, restaurants et cantines (+0,2 %), la tendance générale des services reste à la baisse.

En glissement annuel, tous les grands groupes progressent : +2,6 % pour l'indice global, +3,6 % pour l'alimentation, +1,9 % pour les produits manufacturés et +2,7 % pour les services.

Emploi et marché du travail

Demandes et offres d'emploi recensées par le SEFI, Service de l'Emploi

	Premier trimestre		Variation
	2006	2005	2006 / 2005
Unité :	Nombre	Nombre	%
Demandeurs d'emploi non satisfaits en fin de trimestre	4 516	4 459	1,3
Demandes d'emploi enregistrées en cours de trimestre	4 368	6 577	-33,6
dont primo-demandeurs d'emploi	1 249	2 830	-55,9
Offres d'emploi de toutes natures enregistrées au cours du trimestre *	1 006	3 430	-70,7
dont offres d'emploi normal	709	1 079	-34,3
dont offres d'emploi aidé (secteur marchand)	160	440	-63,6
dont offres d'insertion (secteur non marchand)	137	1 911	-92,8

* hors offres de stages de formation

Source : SEFI

À l'issue du premier trimestre 2006, 4 516 personnes sont à la recherche d'un emploi, elles étaient 4 459 un an plus tôt, soit une progression de 1,3 % sur un an.

Le premier trimestre 2005 avait connu un afflux sans précédent de demandeurs effectuant des premières recherches (+75 % comparé au 1er trimestre 2004). Ceci faisait suite à la forte offre d'emploi aidé observée en février 2005. Le nombre de demandes d'emploi au premier trimestre 2006 revient dans la norme des années précédentes, la suspension du dispositif des offres d'emploi aidé et d'insertion contribue à limiter le nombre d'inscriptions.

L'offre d'emplois de toutes natures enregistrées au cours du premier trimestre chute de 71 % pour atteindre 1 000 offres contre 3 400 au premier trimestre 2005 (dont 2 140 contrats CIG et DIJ). Les nouveaux contrats aidés mis en œuvre très récemment (CPIA, première signature en avril 2006 et CED, 82 contrats proposés au 1er trimestre 2006) ne compensent pas la suppression des offres CIG, DIJ, CCE et CIE du début de l'année.

L'offre d'emploi normal est en diminution de 34 % en glissement annuel par rapport à 2005. Cette forte baisse est à mettre en relation avec un pic exceptionnel des offres proposées au premier trimestre 2005. Il découlait principalement des emplois proposés par une importante société d'intérim pour des chantiers situés à l'extérieur du territoire dont 132 postes dans le secteur de la construction. Relativement au premier trimestre 2004, la baisse n'est plus que de 12 %. Les offres correspondent à des contrats à durée indéterminée pour 43 % d'entre elles et pour 63 % à des créations de poste.

repères

Indicateurs du budget territorial

	Cumul depuis janvier		Taux de réalisation par rapport aux prévisions budgétaires	
	Mars		Mars	
	2006	Variation 2006 / 2005	2006	2005
<i>Unité :</i>	<i>millions de F.CFP</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
Impôts collectés	5 234	6,8	16,3	15,9
Impôts sur les sociétés	2 766	-1,1	13,5	13,6
Impôts sur les transactions	820	10,6	19,3	22,8
Autres taxes	1 649	21,0	22,6	19,2

Source : Service des Contributions

Indicateurs monétaires

	Janvier		Cours moyen des changes	
	2006	2005	2006	2005
<i>Unité :</i>	<i>millions de F.CFP</i>		<i>F.CFP</i>	
Masse monétaire (M3)*	325 446	304 571	Dollar US	99,24 90,38
dont : dépôts à vue	122 046	117 854	100 Yen	84,59 85,99
comptes sur livrets	78 480	80 839	Dollar AUS	72,16 70,99
dépôts à terme	85 502	72 850	Dollar NZ	63,02 66,05
			Euro	119,33 119,33
Concours de caractère bancaire	375 970	349 039	Taux de base bancaire (01/10/2004)	7,4 %

Sources : IEOM - Banque de Polynésie

Indice et index

	Mars	
	2006	2005
Indice général des prix à la consommation (Base 100 août 2003)	103,2	100,6
Index BTP01 (Base 1 août 2001)	1,112	1,078
Index TPP01 (Base 1 avril 2003)	1,064	1,013

Source : ISPF

cadrages

PIB 2002* (millions F.CFP)	479 908	Population estimée au 1^{er} janvier 2006	256 200
PIB par habitant 2002* (F.CFP)	1 987 502	Nombre de naissances 2005	4 467
SMIG horaire au 01/01/2006 (F.CFP)	775,15	Nombre de décès 2005	1 265
		Taux de chômage	
		(recensement de novembre 2002)	11,7 %

* : Comptes semi-définitifs

Sources : ISPF - JOPF